

**STÉFANIE VON HLATKY ET H. CHRISTIAN BREEDE, DIR,
GOING TO WAR ?, MONTRÉAL, MCGILL-QUEEN'S
UNIVERSITY PRESS, 2016**

*Adèle Mauthès**

La stratégie de défense du Canada est un sujet d'actualité, un peu plus de deux ans après l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement libéral suivant dix ans de gouvernance conservatrice et de changements à la politique étrangère canadienne. Souvent qualifiée d'inconstante, elle a intéressé de nombreux chercheurs qui ont tâché d'expliquer les décisions du Canada à travers les années. Depuis la fin de la guerre froide, le pays a participé à un nombre important de missions armées, mais les motivations qui les ont sous-tendues ont beaucoup varié. Si le Canada et ses alliés interviennent de façon régulière dans le monde et devraient vraisemblablement avoir des lignes de conduite fermes, « pourquoi les interventions militaires sont-elles aussi imprévisibles et enclines à des résultats incertains ?¹ » C'est la question que Stéfanie von Hlatky et H. Christian Breede se sont, très justement, posée dans *Going to war ? Trends in military intervention*. Avec l'aide d'un groupe de hauts gradés de l'armée, de chercheurs et de spécialistes des questions de défense, ils proposent une perspective intéressante des stratégies militaires du Canada et de ses alliés.

Directrice du Queen's Center for International and Defence Policy (CIDP) et membre fondatrice du Women In International Security (WIIS), Stéfanie von Hlatky se spécialise dans les questions d'alliances militaires et de stratégies alliées. Elle a dirigé, avec le professeur Andreas Wenger, *The Future of Extended Deterrence : NATO and Beyond*², un ouvrage collectif qui s'interrogeait sur la capacité de l'Organisation du *Traité de l'Atlantique Nord* (OTAN) à faire face aux menaces du XXI^e siècle, et publié de nombreux articles et chapitres de livres portant sur les questions de défense nord-américaine. H. Christian Breede est, quant à lui, directeur adjoint du CIDP et Major de l'armée canadienne. Spécialiste des relations entre civils et militaires, il a signé de nombreux articles dans lesquels son expérience sur le terrain et ses connaissances académiques sont mises à profit. Dans le cadre de leur ouvrage, les auteurs s'intéressent aux raisons qui poussent les États, et particulièrement le Canada, à mener des interventions armées à l'étranger, et se questionnent sur le type de mission qui prédominera suite à la fin du déploiement canadien en Afghanistan. Un consensus émerge : nous assisterons à des missions de moins grande envergure et qui susciteront peu d'intérêt chez la population canadienne. L'ensemble des chapitres plaide aussi pour un réinvestissement dans les sphères de la défense afin d'assurer une place au Canada auprès de ses alliés, ce qui fait écho à une bonne partie de la

* Diplômée de la maîtrise en politique internationale et droit international de l'Université du Québec à Montréal.

¹ Stéfanie von Hlatky et H. Christian Breede, dir, *Going to war ?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2016 à la p 4 [Hlatky et Breede]. [Notre traduction.]

² Stéfanie von Hlatky et Andreas Wenger, dir, *The Future of Extended Deterrence*, Washington, Georgetown University Press, 2015 [Wenger].

littérature sur la question. Des auteurs comme Desmond Morton³ et Andrew Cohen⁴ ont revendiqué une stratégie militaire plus incisive et mieux financée, afin que le pays joigne les gestes à la parole et remplisse réellement son rôle autoproclamé⁵ de protecteur de la paix internationale.

La première partie de l'ouvrage fait la lumière sur les capacités des corps armés et sur la nature des menaces auxquelles ils doivent faire face. Au chapitre un, Asa McKercher⁶ propose une revue historique de l'évolution des « *revolutions in military affairs* » (RMA), une théorie qui soutient que la nature de la guerre elle-même ne change pas, mais que les façons de la faire évoluent avec les avancées technologiques. Il explique donc comment la première RMA, lancée par la diffusion de la poudre à canon en Europe, a mené à la professionnalisation des soldats et à la supériorité militaire de l'Occident, et comment la révolution industrielle et ses avancées techniques ont facilité l'expansion coloniale. Les deux guerres mondiales sont ensuite abordées ; la Première avec les débuts des bombardements aériens et la Deuxième avec la venue de la menace nucléaire, qui a refroidi l'Europe à l'idée de faire la guerre. La RMA moderne, débutée dans les années 1970 et dominée par les États-Unis, marque un passage de la « force brute à la force intellectuelle⁷ » ainsi que vers une plus grande professionnalisation du soldat. Pour McKercher, la guerre d'Irak a démontré la supériorité tactique acquise grâce à la dernière RMA, mais a aussi exposé un grand manque de préparation pour l'après-combat. Finalement, il souligne le défi de la RMA moderne : l'acquisition de capacités technologiques par les armées à travers le monde, ce qui poussera les États-Unis à maintenir une présence globale et à s'adapter à un environnement où sa supériorité militaire sera réduite⁸. Les deux chapitres suivants sont consacrés aux menaces. D'abord, Rachel Lea Heide⁹ se demande quels types de menaces pourraient pousser les Forces armées canadiennes (FAC) à intervenir. Elle avance que les risques de catastrophes naturelles (comme les changements climatiques, pénuries de ressources et autres risques géologiques) ainsi que les catastrophes d'origine humaine (telles l'urbanisation, les explosions géographiques ainsi que les conflits géopolitiques et ethniques) créeront des flots de réfugiés, de l'instabilité politique et des besoins d'assistance humanitaire auxquels les FAC devront s'adapter. Pour Heide, il faut que les FAC améliorent leur capacité de déploiement rapide et qu'elles délèguent une partie de leur travail aux gouvernements

³ Desmond Morton, *Understanding Canadian Defence*, Toronto, Penguin Random House Canada, 2003 [Morton]; Desmond Morton est un historien spécialisé dans l'histoire des Forces armées canadiennes et Professeur London School of Economics (Canada) et au Collège militaire royal (CMR) de St-Jean.

⁴ Andrew Cohen, *While Canada Slept – How We Lost Our Place in the World*, 2^e éd, Toronto, McLellan & Stewart, 2004 [Cohen]; Andrew Cohen est un Professeur de journalisme et des affaires internationales à l'Université de Carleton (Canada).

⁵ Denis Stairs, « Canada in the 1990s : Speak Loudly and Carry a Bent Twig » (2001) 22:1 Policy Options 43 à la p 44 [Stairs].

⁶ Asa Mckercher est Professeur assistant en histoire à l'Université de McMaster (Canada) [Mckercher].

⁷ Asa McKercher, « War Made New? Cycles of Revolutions in Military Affairs and Intervention » dans Stéfanie von Hlatky et H. Christian Breede, dir, *Going to war ?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2016, 19 à la p 26. [Notre traduction.]

⁸ *Ibid* à la p 31.

⁹ Rachel Lea Heide est une analyste à Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) [Heide].

locaux et aux organisations non gouvernementales (ONG) afin de ne pas s'éterniser sur le terrain¹⁰. Ensuite, Christopher Barron¹¹ explique l'impact des engins explosifs improvisés (IED) sur la façon dont les États-Unis font la guerre. Il souligne le manque de préparation de l'armée américaine face à une hausse de l'utilisation des explosifs artisanaux, trop centrée sur le développement de nouvelles technologies, puis explique les limites de la réponse américaine. En effet, il constate que les sommes faramineuses investies afin de protéger les soldats des IED ont eu un effet marginal sur les taux de détection et le nombre de morts. Finalement, Barron suggère que les IED serviront dorénavant à liguer l'opinion publique contre l'envoi de troupes à l'étranger, en sensibilisant les citoyens aux dangers que courent les soldats.

Dans la seconde partie, les auteurs s'intéressent aux tendances qui caractérisent les guerres d'aujourd'hui. Au chapitre quatre, Peter Tikuisis¹² se demande si la chute du nombre de morts à la guerre pourrait être nulle d'ici quelques années, et quelles seraient les implications de cette diminution du nombre de victimes. Pour démontrer cette tendance à la baisse, il étudie douze conflits où l'armée américaine a été impliquée depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et compare le nombre de victimes avec le nombre maximal de soldats déployés. Sa corrélation tendrait vers le zéro en 2025, ce qui engendre deux conséquences sur l'état-major américain. D'une part, une diminution de la tolérance du public pour la mort de soldats et d'autre part, un besoin indispensable de développer des technologies pour éloigner ces derniers du combat¹³. Bob Martyn¹⁴ affirme, ensuite, que nous sommes à l'aube d'un retour aux opérations de maintien de la paix (OMP), particulièrement au Canada. Il argumente que la réticence des Canadiens à faire la guerre (particulièrement forte depuis la fin de la guerre d'Afghanistan), l'environnement sécuritaire international dans lequel des groupes non étatiques jouent un rôle de plus en plus important et la diminution du budget militaire indiquent un retour aux missions de maintien de la paix, qui coûtent moins cher et sont plus consensuelles. Pour l'auteur, il faudra cependant que le Canada développe une stratégie de défense à long terme qui dépassera les intérêts partisans¹⁵. Finalement, c'est la tendance de l'armée américaine à faire appel à des contractants qui est étudiée par Aaron

¹⁰ Rachel Lea Heide, « Disasters as Security Threats: Mapping Humanitarian Assistance Needs and Priorities for the Canadian Armed Forces » dans Stéfanie von Hlatky et H. Christian Breede, dir, *Going to war ?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2016, 38 à la p 51.

¹¹ Christopher Barron est le commandant du District de la Nouvelle-Angleterre du Corps des ingénieurs de l'armée américaine [Barron].

¹² Peter Tikuisis est scientifique de la défense à RDDC et professeur adjoint à l'Université Carleton (Canada) [Tikuisis].

¹³ Peter Tikuisis, « The Decline of Combat Casualties: Trends and Implications » dans Stéfanie von Hlatky et H. Christian Breede, dir, *Going to war ?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2016, 81 à la p 87.

¹⁴ Bob Martyn est professeur adjoint au département d'histoire de l'Université Queen's (Canada) [Martyn].

¹⁵ Bob Martyn, « War-Weariness and Canadian Debates on the Use of Force: Back to Peacekeeping? » dans Stéfanie von Hlatky et H. Christian Breede, dir, *Going to war ?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2016, 96 à la p 106.

Ettinger¹⁶ au chapitre six. L'auteur affirme que cette tendance à privatiser les opérations aura trois conséquences : une préférence pour les missions de petite envergure, moins chères ; le recours à des contractants pour assurer une influence politique presque imperceptible à l'étranger ; et une dépendance envers le privé pour le développement de nouvelles technologies militaires. Ettinger conclut en évoquant les risques de cette relation de dépendance et de compétition, qui fera grimper les coûts d'acquisition d'équipement et les salaires, en plus de flouter les chaînes de commandement.

Les deux chapitres suivants traitent de l'expérience alliée dans deux études de cas distinctes. Dans un premier temps, Paul Dickson, Anton Minkov et Heather Hrychuk¹⁷ traitent de l'analyse du succès des missions armées en prenant à titre d'exemple : la mission alliée en Afghanistan. Ils démontrent l'incohérence des modes d'évaluation qui ont évolué selon les changements au commandement de la mission, certains commandants privilégiant des méthodes quantitatives ou qualitatives, à court ou à long terme. Ils plaident, finalement, pour un resserrement des modes d'évaluation, afin d'assurer une certaine uniformité de l'analyse et d'accroître l'efficacité des missions. Par la suite, Jan Von der Felsen¹⁸ souligne les réponses de l'OTAN, de l'Union européenne (UE), de la France et de l'Allemagne aux enjeux sécuritaires en Afrique, qui attirent de plus en plus l'attention des alliés européens due à la proximité géographique des deux continents et à la crainte de l'Europe d'avoir à gérer des débordements, comme un afflux de réfugiés. Von der Felsen avance que c'est la France qui agit le plus comme un leader européen afin de régler les crises à la source et d'éviter les débordements. La stratégie de l'UE est écorchée, l'organisation étant réticente à agir et peu réactive, alors que celle de l'OTAN, qui veut aider l'Union africaine (UA) à devenir indépendante en misant sur la formation et l'aide technique, s'en tire un peu mieux. Enfin, la stratégie hésitante de l'Allemagne est abordée, le pays privilégiant les opérations multilatérales et l'aide technique à l'UA. En somme, pour l'auteur, des opérations plus décisives sont nécessaires afin d'assurer non seulement la stabilité de l'Afrique, mais également celle de l'Europe¹⁹.

La quatrième et dernière partie traite plus précisément de l'expérience militaire canadienne. Au chapitre neuf, Ali Dizboni et Peter Gizewski²⁰ constatent que l'intérêt du Canada pour le Moyen-Orient pourrait diminuer dû à une réduction des intérêts stratégiques dans la région, même si le pays doit demeurer vigilant par rapport aux menaces qui en émanent, notamment le terrorisme, l'approvisionnement en pétrole et l'instabilité politique. Les deux auteurs croient plutôt que les opérations

¹⁶ Aaron Ettinger est professeur assistant en relations internationales à l'Université de Waterloo (Canada) [Ettinger].

¹⁷ Paul Dickson, Anton Minkov et Heather Hrychuk sont tous les trois scientifiques de la défense à RDDC [Dickson, Minkov, Hrychuk].

¹⁸ Jan Von der Felsen est lieutenant-colonel de l'armée de l'air allemande et professeur associé à l'Université Queen's (Canada) [Von der Felson].

¹⁹ Jan von der Felsen, « Going South? Europe's African "Pivot" » dans Stéphanie von Hlatky et H. Christian Breede, dir, *Going to war ?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2016, 159 à la p 171 [von der Felsen].

²⁰ Ali Dizboni et Peter Gizewski sont respectivement assistants professeurs de sciences politiques au CMR du Canada et analystes stratégiques à RDDC [Dizboni et Gizewski].

canadiennes dans la région auront lieu seulement si les droits de l'homme sont menacés, si la stabilité politique est mise en doute, ou, si une opération alliée est organisée et que le Canada ne peut jouer qu'un rôle marginal, loin des lignes de front. Finalement, Christian Leuprecht et Joël J. Sokolsky²¹ proposent une analyse de la politique de défense du Canada, une stratégie bon marché qui consiste à dépenser suffisamment pour assurer la sécurité nationale et demeurer dans les bonnes grâces des alliés (ce que les auteurs qualifient d'« *easy-riding*²² »). La stratégie canadienne reposerait donc sur deux piliers contradictoires : d'un côté, une approche expéditive, et de l'autre, un calcul rationnel coût/bénéfice. Leuprecht et Sokolsky affirment que, dans le cadre de cette stratégie, le maintien de la paix a été instrumentalisé afin de diminuer les dépenses militaires et d'assurer au Canada une place de choix à l'Organisation des Nations unies (ONU), mais que cette stratégie du « moins cher possible » devra évoluer²³. À leur avis, le Canada devra autoriser des dépenses importantes à des moments opportuns dans le but de démontrer sa pertinence et d'éviter une course vers le bas dans les dépenses militaires par ses alliés. L'OTAN représente pour les alliés le centre névralgique de la politique de défense canadienne qui doit cesser de chercher les aubaines et accepter de payer la somme nécessaire.

En conclusion, l'ouvrage *Going to war ?* est pertinent, puisqu'il offre un aperçu convaincant des raisons qui poussent ou qui restreignent les États à faire la guerre. Loin de se cantonner aux paradigmes propres à un seul courant théorique des études de sécurité (*security studies*), l'ouvrage propose des perspectives intégrées qui considèrent à la fois les facteurs internes et internationaux pour justifier la décision d'aller en guerre, ce qui constitue sa plus grande force. Cette dite force, due notamment à la réussite de Stéfanie von Hlatky et H. Christian Breede de réunir un groupe de praticiens et de chercheurs, a néanmoins ses limites. En effet, certains chapitres, rédigés par des praticiens, étaient remplis de termes techniques qui nuisent parfois à la compréhension. En outre, il aurait pu être pertinent de faire plus de liens avec le droit international, qui n'est évoqué qu'à quelques reprises pour blâmer la paralysie du Conseil de sécurité de l'ONU et justifier la conduite « parallèle » de certains États et alliances internationales²⁴. Par exemple, un chapitre dédié à la question des limites posées par le droit international aurait permis d'élargir l'auditoire et d'apporter une perception légale à des questions autrement très politiques. Néanmoins, le livre intéressera les initiés des questions de défense et pourrait jeter les bases de l'étude de la défense du Canada et de ses alliés pour des novices familiers avec certains concepts rudimentaires. Nous ne pouvons que souhaiter plus d'ouvrages de la trempe de *Going to war ?* afin d'expliquer de façon exhaustive les évolutions qui se dessinent dans les stratégies de défense partout dans le monde.

²¹ Christian Leuprecht et Joël J. Sokolsky sont tous deux professeurs de sciences politiques au CMR du Canada [Leuprecht et Sokolsky].

²² Christian Leuprecht et Joël J. Sokolsky, « Defence Policy "Walmart Style": Canadian Lessons in "Not-So-Grand" Grand Strategy » dans Stéfanie von Hlatky et H. Christian Breede, dir, *Going to war ?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2016, 193 à la p 195.

²³ *Ibid* à la p 207.

²⁴ Von der Felsen, *supra* note 19 à la p 163.